

Décision individuelle N° 2023-162

Pétitionnaire : Eiffage Route Méditerranée pour le compte du CD06 et SAF Hélicoptères
Adresse : Eiffage - Agence de Castellane Route Grasse, ZA, 04120 Castellane
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : survol pour des travaux de sentier PDIPR autorisés
Localisation : Boucle de Prals – commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2022-176 autorisant le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes à effectuer des travaux de sécurisation et de restauration des sentiers pédestres inscrit au PDIPR et situés dans le cœur du parc national, modifiée par la décision individuelle n°2022-196,

Vu la décision n°2023-86 du 15 mai 2023 autorisant le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes à effectuer des travaux de gestion des sentiers pédestres inscrit au PDIPR et situés dans le cœur du parc national,

Considérant la demande de survol formulée en date du 13 juillet 2023 par la société Eiffage Route Méditerranée, représentée par Monsieur MADZIA Mika, pour le compte du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, ayant pour prestataire de survol la société SAF Hélicoptères,

Considérant que la demande concerne des héliportages de matériaux nécessaires à la réalisation des chantiers autorisés par les décisions sus-visées pendant la période comprise entre le 1er juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société S.A.F Hélicoptères – Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur Tristan SERRETTA, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour, pour le compte de la société Eiffage Route Méditerranée et du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

Ces survols ont pour objet l'hélicoptage de matériaux (pierres) pour des travaux autorisés de restauration du sentier de la Boucle de Prals sur la commune de Saint-Martin-Vésubie.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification – voir programme à la présente.

base d'attache :	Base de Cannes
nom des pilotes :	MORMANN Kevin ou DOTTO Nicolas
type d'appareil :	Ecureuil AS350 Noir ou rouge et blanc
n° de l'appareil :	F – HHMC ou F – HJTB

2.3. Nombre de rotations autorisées : 55

2.4. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

2.5. Les vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieure à 1000 mètres du sol.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 19 juillet 2023.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer les services territorialement concernés du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts

service territorial Vésubie

- chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)

- adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

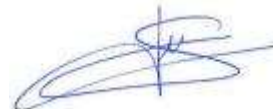
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 juillet 2023

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' and 'G' intertwined.

Sandrine GRANDFILS

Copies :

- Service territorial Vésubie
- M. CHAUDET Julien
- CD06

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.